

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 3134

**27 OCTOBRE 1994. — Décret organisant la concertation pour l'enseignement secondaire (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du conseil général de concertation et de ses missions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé un conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ci-après dénommé conseil.

Par enseignement secondaire, il faut entendre l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et l'enseignement secondaire ordinaire à horaire réduit.

**Art. 2.** Le conseil est chargé des missions générales suivantes :

1<sup>o</sup> adresser au Gouvernement toute proposition de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement de nature à améliorer la qualité et le fonctionnement de l'enseignement secondaire dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires;

2<sup>o</sup> remettre au Gouvernement des avis, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement, en matière :

- a) de grilles-horaires dans les différentes formes d'enseignement;
- b) d'enseignement en alternance;
- c) de formation en alternance;
- d) de socles de compétences définissant le niveau requis des études;
- e) de répertoire des options de base;
- f) de classement des cours;

g) de titres dont doivent être porteurs les membres du personnel pour l'exercice des différentes fonctions en application de l'article 12bis, § 2 de la loi du 29 mai 1959;

3<sup>o</sup> assurer l'échange de tout document utile ainsi que de l'expérience acquise entre l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire en vue de favoriser la convergence vers la promotion de la réussite scolaire et de manière à conduire chaque élève à son niveau le plus élevé possible de compétence, dans toutes les formes de l'enseignement secondaire.

**CHAPITRE II. — De la composition et du fonctionnement du conseil général de concertation**

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le conseil est composé des présidents et de sept délégués de chacun des organes de concertation créés en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par le décret du 19 juillet 1993, et compétents pour l'ensemble de la Communauté française, dénommés ci-après comités de concertation. Chaque comité de concertation désigne ses délégués en son sein.

En ce qui concerne la délégation du comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel, elle comprend :

- 1<sup>o</sup> trois délégués représentant l'enseignement de la Communauté française;
- 2<sup>o</sup> trois délégués représentant l'enseignement subventionné officiel;
- 3<sup>o</sup> un délégué représentant l'enseignement subventionné libre non confessionnel.

§ 2. Sont également membres du conseil avec voix délibérative :

- 1<sup>o</sup> le directeur général de l'enseignement secondaire ou son délégué;
- 2<sup>o</sup> les inspecteurs généraux en charge de l'enseignement secondaire;

3<sup>o</sup> trois membres représentant chacun une des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicales des agents relevant de ces autorités.

Pour chacun des membres effectifs représentant les organisations syndicales, il est en outre désigné un suppléant qui ne siège qu'en l'absence du membre effectif. Ces membres effectifs et suppléants sont désignés par le Gouvernement. Chaque représentant syndical peut se faire accompagner d'un expert, avec voix consultative.

§ 3. Le conseil peut faire appel à des experts et constituer des groupes de travail.

**Art. 4.** Le conseil décide à la majorité des deux tiers des membres présents. La majorité absolue est en outre requise séparément, d'une part pour l'ensemble des membres présents représentant le comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel, d'autre part pour l'ensemble des membres présents représentant l'enseignement de caractère confessionnel. Tout avis comprend la mention des votes et s'il échet, une note de minorité.

Le conseil est présidé alternativement par le président de chaque comité de concertation.

Il arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 5.** Le Gouvernement détermine l'administration dont le personnel assure le secrétariat du conseil.

**CHAPITRE III. — De la définition des profils de formation**

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le conseil est chargé de proposer au Gouvernement les profils de formation correspondant aux options groupées organisées au troisième degré de l'enseignement de qualification.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — Nos 170 — n<sup>o</sup> 1 : Projet de décret; n<sup>o</sup> 2 : Rapport; nos 3 & 4 : Amendements.

Session 1994-1995.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du mardi 18 octobre 1994. — Adoption. Séance du jeudi 20 octobre 1994.

Par profil de formation, on entend l'ensemble des compétences à acquérir en vue de la délivrance du certificat de qualification à l'issue de l'enseignement secondaire.

§ 2. Le conseil informe la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale créée en application de l'article 15 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale de ses travaux en matière de profils de formation.

§ 3. En vue d'assumer la tâche définie au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut mettre en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement, pour un mandat de deux ans renouvelable, un maximum de six membres du personnel directeur et enseignant, sur proposition du conseil. Ces membres du personnel sont placés sous l'autorité du conseil.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé une commission communautaire des professions et des qualifications.

La commission communautaire des professions et des qualifications comprend 24 membres :

1<sup>o</sup> le directeur général de l'enseignement secondaire ou son délégué;

2<sup>o</sup> six représentants des organisations des employeurs;

3<sup>o</sup> trois membres représentant chacun une des organisations syndicales siégeant au Conseil national du Travail;

4<sup>o</sup> trois membres représentant chacun une des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

5<sup>o</sup> des représentants du conseil, choisis pour moitié parmi les 8 membres représentant le comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel et pour moitié parmi les 8 membres représentant le comité de concertation de l'enseignement de caractère confessionnel;

6<sup>o</sup> l'inspecteur général ayant en charge l'enseignement technique et professionnel.

Pour chacun des membres effectifs visés sous 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, il est en outre désigné un suppléant qui ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Les membres de la commission communautaire des professions et des qualifications visés sous 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> sont désignés par le Gouvernement.

La commission communautaire des professions et des qualifications peut faire appel à des experts.

§ 2. Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement de la commission communautaire des professions et des qualifications.

**Art. 8.** La commission communautaire des professions et des qualifications crée des commissions consultatives qui préparent les profils de formation. La commission communautaire des professions et des qualifications transmet ces profils au conseil.

Lorsque les travaux des commissions consultatives concernent un des profils de formation qui ont déjà fait l'objet d'une adaptation par la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, conformément à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup> du décret du 16 avril 1991 précité, deux experts, désignés par le conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du même décret, participent aux travaux relatifs au profil de formation concerné. Un des experts appartient à l'enseignement de caractère non confessionnel, le second à l'enseignement confessionnel.

#### CHAPITRE IV. — *Des missions particulières du conseil général de concertation*

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Après consultation du conseil et dans le respect des dispositions, décrétales et réglementaires, le Gouvernement peut autoriser la création ou le subventionnement d'un nouvel établissement d'enseignement secondaire.

Le transfert d'un ou de plusieurs établissements à un autre pouvoir organisateur ne constitue pas une création.

§ 2. Sur avis favorable du conseil, le Gouvernement peut déroger aux normes de rationalisation prévues par l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, l'absence d'avis du conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable.

**Art. 10.** Dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, sur avis conforme du conseil, le Gouvernement fixe une liste des établissements d'enseignement secondaire accueillant une proportion importante d'élèves qui, en raison de leur milieu socio-économique et culturel, rencontrent de grandes difficultés d'insertion scolaire. La liste est adaptée au minimum tous les deux ans. Si le conseil ne remet pas cet avis dans un délai de trois mois, le Gouvernement fixe d'autorité la liste. La constitution et l'utilisation de la liste susvisée se font dans le respect de la vie privée.

Le Gouvernement fixe, annuellement et dans les limites des possibilités budgétaires, les moyens supplémentaires mis à la disposition de ces établissements. Les moyens supplémentaires peuvent consister en des compléments d'encadrement pédagogique, pour des fractions au moins égales à une demi-charge et en des moyens financiers exceptionnels, alloués en fonction des projets de promotion de la réussite scolaire mis en œuvre dans l'établissement et du nombre d'élèves concernés.

Le Gouvernement contrôle l'usage qui est fait des moyens supplémentaires dans les établissements figurant sur la liste visée au premier alinéa. Si les moyens alloués ne servent pas les projets de promotion de la réussite scolaire, le Gouvernement peut en décider la suppression au terme de l'année scolaire.

**Art. 11.** Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du décret, le conseil propose au Gouvernement des mesures visant à éviter l'exclusion et à faciliter, au niveau des zones de concertation déterminées en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 précité, la réinsertion scolaire des élèves exclus d'un établissement d'enseignement secondaire.

**Art. 12.** Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du décret, le conseil propose au Gouvernement des mesures visant à limiter et à coordonner, au niveau des zones de concertation déterminées en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 précité, modifié par le décret du 19 juillet 1993, la publicité en faveur des établissements d'enseignement secondaire.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

**Art. 13.** L'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, introduit par la loi du 18 septembre 1981 est abrogé.

**Art. 14.** L'article 10 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, modifié par le décret du 19 juillet 1991, est abrogé.

**Art. 15.** A l'article 17 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsque la commission est chargée de l'adaptation d'un des profils de formation qui a déjà fait l'objet d'une proposition du conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, deux experts désignés par ledit conseil participent aux travaux relatifs au profil de formation concerné. Un des experts appartient à l'enseignement de caractère non confessionnel, le second à l'enseignement confessionnel.

La commission informe le conseil général de concertation créé en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret organisant la concertation pour l'enseignement secondaire de ses travaux en matière de profils de formation. »

**Art. 16.** L'arrêté royal du 23 mars 1976 portant organisation et fonctionnement des commissions de concertation et de perfectionnement de l'enseignement secondaire est abrogé.

**Art. 17.** L'arrêté royal du 15 février 1984 fixant la composition et le fonctionnement de la commission de planification pour l'enseignement secondaire de plein exercice est abrogé.

**Art. 18.** L'arrêté royal du 17 novembre 1988 portant organisation du conseil de l'enseignement technique et professionnel est abrogé.

**Art. 19.** A l'article 4, 2<sup>o</sup> alinéa de la loi du 29 mai 1959, après les mots « est obligé », ajouter les mots « après avoir consulté, pour l'enseignement secondaire, le conseil général créé par le décret du ...1994 ».

**Art. 20.** A l'article 12 bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959, insérer entre les mots « du Conseil des ministres » et « le Roi », les mots « après consultation du conseil général créé par le décret du ... 1994 pour ce qui concerne l'enseignement secondaire ».

**Art. 21.** A l'article 16 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « en raison de leur milieu socio-culturel » sont remplacés par les mots « en raison de leur milieu socio-économique et culturel ».

#### CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 15 novembre 1994, à l'exception de l'article 18, dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

—  
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 3134

**27 OKTOBER 1994. — Decreet tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOODFDSTUK I. — *De algemene overlegraad en zijn algemene opdrachten*

**Artikel 1.** Er wordt een algemene overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht, hierna de raad genoemd.

Onder secundair onderwijs verstaat men het gewoon secundair onderwijs met volledig of met beperkt leerplan.

**Art. 2.** De raad wordt met de volgende algemene opdrachten belast :

1<sup>o</sup> de Regering elk voorstel verzenden, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, dat de kwaliteit en de werking van het secundair onderwijs kan verbeteren, met inachtneming van de bepalingen van de wetten, decreten en reglementaire teksten;

2<sup>o</sup> de Regering adviezen geven, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, betreffende :

- a) de lesrooster in de verschillende onderwijsvormen;
- b) het alternerend onderwijs;
- c) de alternerende opleiding;
- d) de eindtermen die het vereiste studiepeil aangeven;

(1) *Zitting 1993-1994.*

*Documenten van de Raad.* — Nr. 170 — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 en 4 : Amendementen.

*Zitting 1994-1995.*

*Integraal verslag.* — Bespreking, Vergadering van dinsdag 18 oktober 1994. — Aanneming, Vergadering van donderdag 20 oktober 1994.

- e) het repertorium van de basisopties;
  - f) de indeling van de vakken;
  - g) de bekwaamheidsbewijzen, van de personeelsleden vereist voor de uitoefening van de verschillende ambten, met toepassing van artikel 12bis, § 2, van de wet van 29 mei 1959;
- 3° voorzien in de uitwisseling van alle nuttige documenten en van de verworven ervaring tussen alle inrichtingen voor secundair onderwijs, om een gezamenlijk streven voor het welslagen op school mogelijk te maken en elke leerling op een zo hoog mogelijk peil te brengen in alle secundair-onderwijsvormen.

#### HOOFDSTUK II. — Samenstelling en werking van de algemene overlegraad

**Art. 3. § 1.** De raad bestaat uit de voorzitter en zeven afgevaardigden van elk van de overleggraden opgericht ingevolge art. 24 van het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij decreet van 14 juli 1993, en bevoegd voor geheel de Franse Gemeenschap, hierna overlegcomité genoemd.

Elk overlegcomité wijst zijn afgevaardigden onder zijn leden aan.

De afvaardiging van het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs omvat :

- 1° drie afgevaardigden uit het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- 2° drie afgevaardigden uit het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 3° een afgevaardigde uit het vrij gesubsidieerd niet-confessioneel onderwijs;

§ 2. Stemgerechtigde leden van de raad zijn eveneens :

- 1° de directeur-generaal van het secundair onderwijs of zijn gemachtigde;
- 2° de inspecteurs-generaal van het secundair onderwijs of zijn gemachtigde;
- 3° drie leden die elk een representatieve vakvereniging vertegenwoordigen, bedoeld in art. 7 van de wet van 14 juli 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Voor elk werkend lid dat de vakverenigingen vertegenwoordigt wordt een plaatsvervanger aangewezen, die bij ontstentenis van het werkend lid zitting heeft. Die leden en plaatsvervangers worden door de Regering aangesteld. Elk vertegenwoordiger van een vakvereniging kan zich laten bijstaan door een deskundige, met raadgevende stem.

§ 3. De raad kan een beroep doen op deskundigen en werkgroepen samenstellen.

**Art. 4.** De raad beslist bij meerderheid van twee derde van de aanwezige leden. De volstreekte meerderheid is ook vereist enerzijds voor de aanwezige vertegenwoordigers van het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs, anderzijds voor de aanwezige vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs. Elk advies vermeldt de stemmingen; een minderheidsnota kan erbij gevoegd worden. De raad wordt beurtelings voorgezeten door de voorzitter van elk overlegcomité.

Hij stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

**Art. 5.** De Regering bepaalt het bestuur waarvan het personeel het secretariaat van de raad waarneemt.

#### HOOFDSTUK III. — Vaststelling van de opleidingsprofielen

**Art. 6. § 1.** De raad is gelast de Regering de opleidingsprofielen voor te stellen, overeenstemmend met de gegroepeerde opties, in de 3e graad van het kwalificatieonderwijs georganiseerd.

Onder opleidingsprofiel verstaat men het geheel van de kundigheden die verworven moeten worden met het oog op het uitreiken van het kwalificatiegetuigschrift na afloop van het secundair onderwijs.

§ 2. De Raad bezorgt aan de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, opgericht ingevolge art. 15 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie, informatie over zijn werkzaamheden inzake opleidingsprofielen.

§ 3. Om de in § 1 bepaalde taak te volbrengen kan de Regering ten hoogste zes leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel verlok wegens opdracht in het belang van het onderwijs toekennen voor een vernieuwbaar mandaat van twee jaar, op voorstel van de raad. Die personeelsleden komen onder het gezag van de raad.

**Art. 7. § 1.** Er wordt een gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties opgericht.

Die commissie bestaat uit vierentwintig leden :

- 1° de directeur-generaal van het secundair onderwijs of zijn gemachtigde;
- 2° zes vertegenwoordigers van de werkgeversverenigingen;
- 3° zes leden die elk een vakvereniging, die in de nationale arbeidsraad zitting heeft, vertegenwoordigen;
- 4° drie leden die elk een representatieve vakvereniging vertegenwoordigen, bedoeld in art. 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
- 5° tien vertegenwoordigers van de raad, voor de helft gekozen onder de acht leden die het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;
- 6° de inspecteur-generaal van het technisch en beroepsonderwijs.

Voor elk van de sub 2, 3 of 4 bedoelde werkende leden wordt een plaatsvervanger aangewezen, die zitting heeft bij ontstentenis van het werkend lid.

De sub 2, 3 en 4 bedoelde leden van de commissie worden door de Regering aangewezen.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen.

§ 2. De Regering regelt de werking van de gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties.

**Art. 8.** De gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties richt adviescommissies op die de opleidingsprofielen voorbereiden. De gemeenschapscommissie zendt die profielen over aan de raad.

Wanneer de werkzaamheden van de adviescommissies een opleidingsprofiel betreffen dat reeds aangepast werd door de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie overeenkomstig art. 17, § 1, 2° lid, 3°, van voormeld decreet van 16 april 1991, nemen twee deskundigen, aangewezen door de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in art. 78 van hetzelfde decreet, deel aan de werkzaamheden i.v.m. bedoeld profiel. Een van de deskundigen behoort tot het niet-confessioneel, de andere tot het confessioneel onderwijs.

#### HOOFDSTUK IV. — Bijzondere opdrachten van de algemene overlegraad

**Art. 9. § 1.** Na raadpleging van de raad en met inachtneming van de wetten, decreten en reglements-bepalingen kan de Regering de oprichting of betoelaging van een nieuwe inrichting voor secundair onderwijs toelaten.

De overdracht van een of meer inrichtingen aan een andere inrichtende macht komt niet neer op een oprichting.

§ 2. Op gunstig advies van de raad kan de Regering afwijken van de rationalisatienormen, bepaald bij koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen en houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Voor de toepassing van het eerste lid van deze paragraaf wordt het uitblijven van een advies van de raad binnen de twee maanden na de adviesaanvraag uitgaande van de Regering, gelijkgesteld met een gunstig advies.

**Art. 10.** Binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, op eensluidend advies van de raad, maakt de Regering een lijst op van de inrichtingen voor secundair onderwijs met een groot percentage leerlingen die wegens hun sociaal-economische en culturele omgeving grote moeilijkheden ondervinden om zich in het schoolleven in te werken. De lijst wordt ten minste om de twee jaar aangepast. Als de raad dat advies niet binnen drie maanden uitbrengt, maakt de Regering die lijst van ambtswege op.

Het aanleggen en het gebruiken van die lijst gebeuren met eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer.

De Regering bepaalt jaarlijks, binnen de perken van de budgettaire mogelijkheden, de bijkomende middelen die ter beschikking van de inrichtingen gesteld worden. Die bijkomende middelen kunnen bestaan in een aanvullende begeleiding, voor gedeelten die ten minste gelijk zijn aan een halve opdracht, en in uitzonderlijke geldmiddelen, toegekend in functie van de plannen tot bevordering van het welzijn op school, die uitgevoerd worden in die inrichting, en van het aantal betrokken leerlingen.

De Regering controleert het gebruik van de bijkomende middelen in de inrichtingen die voorkomen op de in het eerste lid bedoelde lijst. Als de toegekende middelen niet aangewend worden voor de plannen tot bevordering van het welzijn op school, kan de Regering die middelen afschaffen na afloop van het schooljaar.

**Art. 11.** Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet stelt de raad de Regering maatregelen voor om de uitsluiting te voorkomen en om in overlegzones, bepaald bij toepassing van art. 24 van voormeld decreet van 29 juli 1992, de wederinschakeling te bevorderen van de uit een inrichting voor secundair onderwijs uitgesloten leerlingen.

**Art. 12.** Binnen de zes maanden volgende op de inwerkingtreding van dit decreet stelt de raad de Regering maatregelen voor tot beperking en coördinatie, in de overlegzones bepaald bij toepassing van art. 24 van voormeld decreet van 29 juli 1992, gewijzigd bij dat van 19 juli 1993, van de publiciteit voor inrichtingen voor secundair onderwijs.

#### HOOFDSTUK V. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 13.** Art. 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, ingevoegd bij de wet van 18 september 1981, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Art. 10 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, gewijzigd bij decreet van 19 juli 1991, wordt opgeheven.

**Art. 15.** In art. 17 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie, waarvan de huidige tekst § 1 vormt, wordt onderstaande § 2 toegevoegd :

\* § 2. Wanneer de commissie belast wordt met de aanpassing van een opleidingsprofiel waarover reeds een voorstel van de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bestaat, wijst de raad twee deskundigen aan om deel te nemen aan de werkzaamheden i.v.m. dat profiel : één deskundige behoort tot het niet-confessioneel, de andere tot het confessioneel onderwijs. De commissie brengt de algemene overlegraad, opgericht bij art. 1 van het decreet tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, in kennis van zijn werkzaamheden inzake opleidingsprofielen.

**Art. 16.** Het koninklijk besluit van 23 maart 1976 betreffende de regeling en de werking van de overleg- en verbeteringscommissies voor het secundair onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 17.** Het koninklijk besluit van 15 februari 1984 houdende samenstelling en de werking van de planificatiecommissie voor het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt opgeheven.

**Art. 18.** Het koninklijk besluit van 17 november 1988 tot regeling van de raad voor het technisch en beroepsonderwijs wordt opgeheven.

**Art. 19.** In art. 4, 2e lid, van de wet van 29 mei 1959 worden na « verplicht » de woorden « na voor het secundair onderwijs de bij decreet van 27 oktober 1994 opgerichte algemene raad te hebben geraadpleegd » ingevoegd.

**Art. 20.** In art. 12bis, § 2, van de wet van 29 mei 1959 worden tussen « besluit » en « van de Koning » de woorden « na raadpleging van de algemene raad opgericht bij decreet van 27 oktober 1994 voor het secundair onderwijs » ingevoegd.

**Art. 21.** In art. 16 van het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de woorden « wegens hun sociaal-culturele omgeving » vervangen door « wegens hun sociaal-economische en culturele omgeving ».

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

**Art. 22.** Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering en uiterlijk op 15 november 1994, behalve art. 18, waarvan de Regering de datum van inwerkingtreding vaststelt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Toerisme,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX